LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE (M.-L.)

MAI 1976 — N° 11 — 2 FRANCS

sommaire

- La politique révolutionnaire dans le moment actuel
- Sonacotra
- Pour un nouveau mouvement étudiant révolutionnaire
- De Montredon aux Offices du Vin : l'élimination des paysans pauvres
- Peugeot-Cycles
- Sidérurgie
- Histoire d'un Comité Populaire Anti-Capitaliste
- Chine, Cambodge : La bourgeoisie se déchaîne contre la révolution

Politique révolutionnaire dans le moment actuel

1

LES MASSES ENTRENT EN SCENE

Depuis plusieurs mois, la révolte ouvrière et populaire est à l'ordre du jour. Le tumulte grandissant du mouvement de masse vient remplir la scène politique.

Bien des forces différentes se sont ainsi levées : **le peuple corse,** pour ses droits nationaux (1) ; **les vignerons du Midi,** contre leur liquidation par le capitalisme ; **les étudiants,** pour briser la contre-révolution culturelle de la bourgeoisie.

Le prolétariat international de France, force dirigeante de la révolution, s'oppose lui aussi violemment au capitalisme en crise. Aux avants-postes, le long et ferme combat démocratique révolutionnaire des **15 000 ouvriers des foyers Sonacotra.**

Ailleurs, à **Fougères,** à **Peugeot-Cycles,** la révolte ouvrière anticapitaliste prend un tour aigu. L'antisyndicalisme réapparaît dans sa force de masse.

Même des fractions de l'ancienne aristocratie ouvrière — comme dans **la sidérurgie** — prennent conscience des méfaits du syndicalisme, et des traquenards révisionnistes.

Nous sommes dans le temps de la colère et de la révolte. L'histoire est en mouvement, des ruptures s'annoncent. Etre marxiste-léniniste-maoïste, c'est d'abord être de ce temps.

2

NAISSANCE DES FORCES DE RUPTURE

Les mouvements d'aujourd'hui sont forts. Ils ont des forces différentes. Le peuple corse, les vignerons, c'est la force directe contre l'appareil d'Etat, c'est, déjà, le temps des fusils. Les étudiants, c'est la masse, la mémoire de 1968, la haine des flics, le rejet des gens de l'U.N.E.F., la recherche de pratiques révolutionnaires nouvelles au service du peuple.

Les ouvriers des usines, c'est le syndicalisme dénoncé, les CRS attaqués, les occupations de masse, les portes soudées.

Les ouvriers de la Sonacotra, c'est l'organisation révolutionnaire de type nouveau (le comité de coordination), non syndicale ; c'est l'idée-force de notre temps, celle qui transforme en force matérielle l'unité du prolétariat international de France : **l'égalité des droits politiques entre immigrés et Français.** Idée qui fait de ce mouvement l'un des porteurs d'une question d'ensemble de la révolution.

Les mouvements de masse d'aujourd'hui ont aussi les faiblesses des révoltes qui commencent, des périodes de transition. C'est que la politique révolutionnaire du peuple n'a pas encore formulé ses propres mots d'ordre historiques, les mots d'ordre unificateurs d'aujourd'hui, à l'exception justement d'un seul : l'égalité des droits. C'est que la division en deux des mouvements, qui les épure, les concentre, les porte à leur force politique véritable, est à peine amorcée. Les petits vignerons, dans la pratique, suivent encore trop souvent les gros ; les étudiants subissent les coordinations trotskystes ; la C.F.D.T. cherche à infiltrer la lutte des foyers Sonacotra, et à la mettre sur une voie de garage revendicative acceptable par la C.G.T. et le P.C.F. ; les ouvriers révoltés des usines imposent leur force tactique, sans jeter bas l'édifice syndical.

Ainsi se mêlent une violence de masse dispersée, tâtonnante, à la fois hargneuse et incertaine, et de confus débats idéologiques.

Ceci est normal, ceci fait la force à sa naissance. La tendance générale est nette : la révolte anticapitaliste cumule des forces de rupture. Toutes les classes et forces sociales qui composent le camp du peuple savent que l'heure est à l'assaut.

(suite page 2)

SONACOTRA

Voici des mois que 15 000 ouvriers des foyers SONACOTRA sont en grève, contre les loyers trop chers, le règlement de prison et les gérants racistes.

Voici des mois qu'ils ont construit eux-mêmes, rejetant les syndicalistes, brisant les honteuses manœuvres du P.C.F., leur organisation de combat : le Comité de coordination.

Voici des mois qu'ils ont contribué à faire une idée de masse de cette idée révolutionnaire :

Egalité complète de tous les droits entre ouvriers français et immigrés.

Le 28 février, fait sans précédent dans notre pays, 3 000 ouvriers rassemblés à la Mutualité, sous la direction de leur propre organisation, non syndicale, ont acclamé l'exigence de l'égalité complète des droits politiques.

Alors, aujourd'hui, l'ennemi de classe aux abois lance ses chiens : le 17 avril, invasion policière des foyers, matraquages, dans le plus pur style guerre d'Algérie. Seize délégués sont arrêtés et expulsés.

Qu'imagine le gouvernement ? Qu'il va ainsi faire plier les ouvriers révoltés ?

Dès le dimanche 19 avril, les forces se lèvent, qui doivent briser cette contre-attaque affolée.

Tout d'abord, intacte, la force ouvrière. A travers toute la ville de Saint-Denis, sous les drapeaux rouges, les camarades du foyer Romain-Rolland, en grève depuis quinze mois.

Et puis les jeunes, les étudiants venus de leur propre révolte, les démocrates : ils sont venus sur le marché de St-Denis pour expliquer, rallier à la colère, dire : « non aux expulsions ! » « Egalité des droits ». Rassemblés sous leur banderole, ils annoncent que ce combat, ce soutien, ils vont le poursuivre, l'organiser : **Créer partout des comités de vigilance contre les expulsions, briser définitivement l'encerclement des ouvriers, voilà leur tâche.**

Quand la manifestation des résidents grévistes, arrive sur le marché, étudiants, démocrates, gens du peuple, la saluent fraternellement, et s'y joignent dans l'enthousiasme : figure d'un nouveau camp du peuple, d'une nouvelle force pour l'égalité des droits.

Et ce n'est que le tout début d'un vaste processus

Vive la lutte des foyers SONACOTRA !

Egalité totale des droits entre ouvriers français et immigrés !

Vive le Comité de coordination !

Vive les Comités de vigilance contre les expulsions !

Devant la mairie de Saint-Denis, la manifestation des foyers Sonacotra rencontre le rassemblement démocratique contre les expulsions

LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE...

(Suite de la page 1)

3

L'ETAT S'EFFILOCHE

Ainsi malmené, l'Etat giscardien fait eau de toutes parts, et sa faiblesse relance à son tour la révolte. Le « libéralisme », c'est surtout une impuissance grandissante à enfermer les masses dans le cadre politique du parlementarisme bourgeois (2). Les « réformes » n'ont rallié personne. La base politique très étroite du gouvernement fait souffler un vent de division et de panique. Surtout, le « consensus » bourgeois est précaire : la rivalité des deux grandes cliques l'emporte sur leur collusion, ce qui met à mal le fonctionnement d'ensemble du parlementarisme. Tous les partis politiques bourgeois cherchent aujourd'hui à utiliser les mouvements de masse contre leur rivaux.

C'est là une excellente situation.

Cependant, Etat affaibli, cela veut dire aussi politique incohérente, donc dangereuse. Dans les mailles du « libéralisme », on voit s'agiter de plus en plus les bandes fascistes. On voit aussi que, telle une bête blessée, le gouvernement, entre deux déclarations lénifiantes, lance brutalement ses flics sur les masses, puis les retire, mêlant provocations et reculades, comme si la force dispersée de la colère populaire accélérait la décadence anarchique de l'Etat « libéral ».

Le peuple doit se tenir sur ses gardes, renforcer sa force de frappe antifasciste, et mobiliser autour de ses combats une opinion démocratique.

En bref : la conviction que « cela ne peut plus durer » est générale, y compris et surtout dans la bourgeoisie elle-même. Soutenir la formulation prolétarienne et populaire de cette conviction, forcer son autonomie par rapport aux rivalités des factions bourgeoises, est une tâche essentielle.

4

LES REVISIONNISTES SUR LE FIL DU RASOIR

Les Chinois disent : « Qui chevauche un tigre a bien du mal à en descendre ». Situation des révisionnistes : ils veulent utiliser la poussée populaire pour se hisser, eux, au pouvoir (par exemple par des élections anticipées), puis pratiquer la politique antipopulaire baptisée « programme commun ». Mais le mouvement de masse est un tigre. Une fois embarqué, où va-t-on ? Voyez les gens de l'U.N.E.F. : ils se croyaient à la parade contre le pouvoir Giscard-Chirac, et les voilà qui, un peu partout, se font piétiner par les masses révoltées. Voyez les luttes ouvrières : les syndicats « responsables » concentrent contre eux la colère des ouvriers combatifs.

Faut-il pousser à la roue, faut-il réprimer durement ? Nos sociaux-fascistes sont sur le fil du rasoir.

Pour donner le change, les révisionnistes essaient de substituer au tigre un bœuf fatigué. Ce sont les « journées » de Séguy, où la C.G.T. engage les troupes encore un peu disciplinées de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie salariée : E.D.F., employés, enseignement supérieur, etc. Mais la sagesse populaire est grande : qui va se mobiliser pour tirer d'affaire Georges Marchais ? La seule opération proprement révisionniste, celle du « Parisien libéré », se traîne de coup en coup dans l'indifférence générale.

Les cocoricos du 22e congrès n'y changeront rien : le P.C.F., s'il veut monter sur le dos du tigre, sera malmené ; et s'il ne le veut pas, il sera mangé.

5

LES MAOISTES

La politique révolutionnaire, comme tout ce qui existe, est chose divisée, double et non pas simple. Il y a le processus stratégique, celui de la dictature du prolétariat. Aujourd'hui en France, c'est l'édification du Parti communiste de type nouveau. Son pilier, c'est le noyau communiste ouvrier (3). Il y a aussi la politique révolutionnaire du peuple, telle qu'elle se donne dans l'actualité et les fluctuations de la lutte des classes, dans l'immédiat des révoltes de masse. Son organe, pour nous, c'est **le Comité Populaire Anti-Capitaliste,** et c'est pourquoi, dans ce numéro centré sur les mouvements de masse, nous lui consacrons un article.

Le noyau communiste condense le travail de masse prolongé dans la classe ouvrière ; l'organisation révolutionnaire (C.P.A.C. ou autre) condense l'actualité vivante du point de vue populaire, éclairé certes par le marxisme-léninisme-maoïsme, mais saisi dans sa substance vivante, dans sa force variable. Point de vue populaire sur la question de la politique, du pouvoir d'Etat, ici et tout de suite. Le C.P.A.C., c'est l'organe de la volonté populaire, telle qu'elle se formule et s'aiguise dans le mouvement même de la contradiction de classe.

Nous maoïstes, nous devons aujourd'hui tenir ferme ce double aspect : consolider les noyaux communistes ; porter l'organisation révolutionaire du peuple à la crête du mouvement de masse, en en partageant l'histoire et l'actualité.

Nous devons être, avec tous les révolutionnaires des C.P.A.C., partie prenante de l'assaut. Nous devons en pratiquer la pensée politique immédiate. C'est une urgence, une sommation. Et nous devons aussi voir au-delà de l'assaut, penser l'Histoire, penser la dictature du prolétariat.

Temps de la tempête, temps de la p e n s é e. Politique révolutionnaire maoïste.

---

(1) Sur la lutte nationale du peuple corse, cf. « Le M.L. » n° 9.

(2) Sur ce point, est confirmée et développée l'analyse de conjoncture présentée dans « Le M.L. » n° 8, été 75.

(3) Sur le noyau communiste, voir « Le M.L. » n° 10.

POUR UN NOUVEAU MOUVEMENT ÉTUDIANT RÉVOLUTIONNAIRE

Une bonne et forte « tradition » étudiante : la violence révolutionnaire.

La force du mouvement étudiant, c'est sa volonté de démocratie, d'autonomie, d'en découdre avec l'appareil d'Etat bourgeois et de chercher à s'insérer dans les combats anti-capitalistes du mouvement ouvrier et populaire, dans l'ensemble des luttes de classes révolutionnaires.

Parce que la toile de fond de la révolte étudiante c'est le chômage, Parce que les réformes successives de l'université depuis 1968 visent à interdire le débat révolutionnaire, le débat politique, la critique du savoir bourgeois : c'est la contre-révolution culturelle qui est à l'œuvre, et la contradiction avec l'Etat bourgeois se donne à nu : le contenu de la révolte est politique, elle traduit le refus de devenir chômeur ou idéologue bourgeois bien dressé. **Voilà d'où surgit la violence démocratique de masse.**

Le mouvement de masse étudiant de par ses caractéristiques s'est opposé d'emblée aux syndicalistes de tout poil qui veulent se battre sur le terrain de la bourgeoisie et négocier une réforme de la réforme et enchaîner la révolte étudiante au programme commun. **Voilà d'où surgit la force de masse non syndicaliste et le rejet de la greffe syndicale.**

Le mouvement de masse, pour préserver son offensivité et son autonomie contre les différentes cliques bourgeoises, se cherche, il a aussi ses faiblesses :

— Il n'a pas encore de mot d'ordre politique unificateur mais une simple détermination tactique.

— Il est marqué d'un antirévisionnisme surtout spontané, toujours à couteaux tirés avec les syndicalistes sur les questions de démocratie et de violence. Nombreuses sont les facultés (Toulouse, Grenoble, Clermont-Ferrand, etc.) où l'U.N.E.F. a été interdite dans les A.G., s'est vu contrainte de ranger ses banderolles dans les manifs, etc. Si l'U.N.E.F. n'a pas encore été mise hors-jeu, elle est allée au piquet ou au coin.

Quand le mouvement de masse se demande comment sa force peut être utile à la révolution, il entrevoit la nécessité de mener plus à fond la critique du syndicalisme, il cherche ce que pourrait être un mode de liaison au peuple à l'écart des entreméteurs de la CGT. Le mouvement est à la recherche de sa propre conscience politique.

Dans la lutte contre l'université bourgeoise, le mouvement a constitué sa force contre l'UNEF, il a eu pour cible les syndicalistes en tant que traître mais souvent sans aller jusqu'à les assigner à leur véritable camp : être les paillassons d'une nouvelle bourgeoisie, dont le projet de société est un capitalisme bureaucratique d'Etat, et qui livre une bataille sans merci à la bourgeoisie classique pour imposer son pouvoir.

D'autre part, instruits par Mai 68, les révisionnistes ne vont pas brimer la volonté des masses étudiantes de se lier au mouvement ouvrier et populaire, ils ne disent plus : chacun chez soi, les étudiants à l'université, les ouvriers à l'usine. Ils vont essayer d'instrumenter cette volonté dans leur projet politique bourgeois, ils vont proposer leurs bons offices.

Ils sont aidés dans cette tâche par les trotskystes qui prêchent l'alliance avec les syndicats ouvriers et les centristes du mouvement qui proposent la convergence des luttes. Pour eux l'histoire n'est jamais en mouvement, ils passent ainsi sous la table la réalité de la lutte des classes depuis 1968, d'une nouvelle avant-garde ouvrière, les révoltes populaires anticapitalistes, l'impuissance syndicaliste...

Les Marxistes-Léninistes-Maoïstes doivent mener la lutte de classes contre le syndicalisme pour servir le peuple dans sa révolte anti-capitaliste, **en soutenant toutes les pratiques qui vont dans le sens de l'insertion de la révolte étudiante dans le processus généralisé de la révolte populaire anti-capitaliste.**

Seule la pratique révolutionnaire avec le peuple organisé contre le capitalisme en crise nous donne la mesure de ce qui est réellement révolutionnaire. C'est ce qui nous permet de connaître le point de vue ouvrier révolutionnaire, de savoir qu'il faut soutenir la gauche ouvrière et son programme et non le PCF et son projet politique bourgeois.

C'est armé de l'expérience des ouvriers révolutionnaires que les étudiants révolutionnaires pourront intervenir dans les facultés avec un point de vue révolutionnaire, qu'ils pourront donner du corps politique à l'anti-révisionnisme spontané des masses étudiantes.

Sans cette pratique révolutionnaire, le mouvement est voué à perdre son autonomie, à reculer, à ne pas enrayer pleinement les contre-offensives syndicalistes. Ainsi l'épisode de la coordination d'Amiens et la manifestation intersyndicale du jeudi 15 avril qu'elle a convoqué s'est soldé par un match nul entre la voie de l'autonomie et la voie syndicaliste.

Cette idée c'est le bilan fait par les Maoïstes de l'UCFML, du grand mot d'ordre de la gauche étudiante à partir de 1965 : Servir le Peuple.

Aujourd'hui pour les étudiants, servir le peuple, c'est déjà sortir de la faculté, aller dans les quartiers, les foyers, mais aussi être à l'initiative du développement de la force ouvrière révolutionnaire.

Nous pensons que les étudiants révolutionnaires peuvent trouver un cadre adéquat pour des pratiques révolutionnaires de type nouveau dans les CPAC, forme anti-syndicaliste de la volonté populaire, carrefour de la pensée révolutionnaire du peuple en révolte contre le capitalisme en crise.

— Le mouvement sera fort et révolutionnaire s'il sait lutter contre les deux têtes de la Bourgeoisie !

— Que le mouvement étudiant soit une force démocratique et violente contre l'Etat et contre les appareils universitaires révisionnistes !

— Que le mouvement étudiant batte en brèche toutes les forces de l'esprit syndicaliste !

— Que le mouvement étudiant se mêle au prolétariat et au peuple dans le combat anti-capitaliste direct, qu'il soutienne et développe de vastes Comités Populaires Anti-Capitalistes avec les Maoïstes !

— Que le mouvement étudiant s'empare de ce qui peut l'éclairer dans sa conscience historique et la formulation de ses nouveaux mots d'ordre : le Marxisme - Léninisme - Maoïsme !

De Montredon aux offices des vins : L'ÉLIMINATION DES PAYSANS PAUVRES

Pour les vignerons, l'autoroute, c'est le symbole de l'Etat expropriateur

DANS LA REVOLTE DES VIGNERONS, C'EST JUSQU'ICI LES GROS QUI ONT DIRIGE

C'est une leçon de l'histoire : Les paysans riches envoient en première ligne, les paysans pauvres se faire tuer pour ensuite tirer les marrons du feu :

Comité de Guéret, Guerre du lait en Bretagne et aujourd'hui le Comité Régional d'Action Viticole (CRAU) du Languedoc-Roussillon.

Les Maffre-Baugé, les Cazes, les Tessier. Ces messieurs-là ont des intérêts bien particuliers à défendre.

Qui sont-ils ?

Ce sont de gros viticulteurs qui se sont constitués d'importantes propriétés en plaine, c'est-à-dire là où on peut produire 150 hectolitres à l'hectare d'une piquette imbuvable, parce que ça rapporte beaucoup plus que de faire de la qualité.

Mais aujourd'hui, à cause de la crise du capitalisme d'une part, et de la nouvelle répartition européenne, ils ne peuvent plus réaliser les mêmes taux de profit qu'avant : leur vin ne se vend plus, phénomène qui touche toute la viticulture du Midi, précipitant la ruine et l'élimination des plus petits ; c'est cette situation qui a produit Montredon : un mouvement de masse ayant pour cible l'Etat bourgeois et dirigé par les compères du CRAU.

C'est sous la banière de l'unité de la viticulture que les Maffre-Baugé et autres gros viticulteurs ont pu se présenter comme les dirigeants de la révolte de tous les vignerons et d'une partie importante du peuple des villes des régions viticoles (Montpellier — Narbonne — Bézier — Perpignan) en ne fixant pour cible que les négociants, les fraudeurs, les marchés du vin, les vins italiens.

Pour eux, en effet, revendiquer une garantie de revenu ou une augmentation du prix d'achat du vin à la coopérative, ce sera un gain important vu les quantités qu'ils mettent sur le marché. Pour les petits viticulteurs, par contre, ça ne changera pas grand-chose. C'est un peu le principe de la grille unique de 'O.S. à l'ingénieur, chère aux révisionnistes, qui rapporte quelques briques à l'ingénieur, quelques broutilles à l'OS et ne touche pas à leur place respective dans la production.

Le but de ces gars-là est en fait de structurer le marché capitaliste du vin, aujourd'hui totalement anarchique : actuellement ce sont les négociants qui décident quelle quantité ils achètent aux coopératives et à quel moment, en se basant bien entendu sur les cours du marché et le profit qu'ils pensent en retirer. Ainsi certaines années, la production se vendra bien, tandis que d'autres, elle restera dans les cuves.

D'où les revendications d'Office du Vin, ou d'Office des Vins, ou d'Office Interprofessionnel des Vins de Table, chacun de ces Offices étant adapté à un projet politique précis ; il y a celui de Mitterrand, celui de Marchais et celui de Chirac. Si quelques divergences se font jour entre eux, ils ont tout de même un point d'accord et de taille : l'élimination des viticulteurs « non rentable ». Leurs offices auraient donc pour rôle d'assainir le marché

1) en supprimant les fraudes ;
2) en régularisant le prix du vin ;
3) en contrôlant le négoce ;
4) en évitant le problème de surplus.

Ce programme des gros viticulteurs ne désigne donc comme ennemi que les fraudeurs, les viticulteurs italiens et les négociants qui limitent leur profit et leur extension.

Tout cela (luttes dirigées par les gros, revendications à leur profit...) relève d'un schéma que nous connaissons bien ; il n'y a rien là de très nouveau : c'est le Comité de Guéret de la viticulture.

C'est « la guerre du lait dans les vignes »... Mais l'époque a changé.

SURENCHERE ENTRE CLIQUES BOURGEOISES POUR UTILISER LE MOUVEMENT

Le capitalisme est en crise et les différentes cliques bourgeoises se disputent le morceau. Chacune a son projet particulier sur les campagnes : il passe par investir les services professionnels agricoles et les municipalités rurales pour y placer leurs pions. Il passe aussi par le ralliement des paysans riches. Voilà pourquoi Maffre-Baugé a « touché » la main au représentant de Marchais lors de l'enterrement du viticulteur tué.

Bonnet, Marchais et son grand frère Mitterrand ont, dans cette affaire, le même objectif : se servir de la « crise viticole » ; le premier pour faire pression au sein de l'Europe des Neuf pour défendre les intérêts nationaux de la bourgeoisie française et de ses aliés actuels à la campagne : les paysans riches ; les deux autres pour essayer de prendre la place de Giscard et Chirac. Dans ce but, et pour rallier à eux les paysans riches, ils présentent leur projet de capitalisme d'Etat comme le seul moyen de régulariser effectivement le marché du leur propagande pour ce projet politique bourgeois qu'ils passent d'opérations ville-morte en opérations ville-morte, de manifestation en manifestation, d'enterrement en enterrement du mouvement de masse (comme le 29 avril). Mitterrand passe trois heures avec les dirigeants du CRAV, la seule chose qu'ils sont capables de nous en dire après c'est : « il s'est montré compréhensif, il nous a bien écoutés... La loi républicaine devra être respectée ».

Et bien sûr, derrière le corbillard de l'union de la gauche, le cortège habituel des pleureuses : les groupuscules occitans, les faux marxistes-léninistes de « l'Humanité rouge », les vrais trotskystes et autres P.S.U.

Ainsi se révèle la véritable nature de radis (rouges en apparence, blancs à l'intérieur) de ces nouveaux bourgeois. Ce que veulent nous faire croire ces nouveaux bourgeois, c'est que la masse des vignerons les suit docilement.

VERS L'AUTONOMIE POLITIQUE DES PETITS VIGNERONS

Malheureusement pour eux, il n'en est rien. Les viticulteurs pauvres disent tous : « Cela ne peut plus durer, il faut changer ceux qui nous gouvernent et si ça ne marche pas mieux, on les changera à leur tour. »

L'office du vin : « On verra quand ça y sera, nous, de toute façon, on nous fait disparaître et les villages se meurent. »

Ce point de vue spontané des petits viticulteurs est porteur de 2 choses :

1) La différence entre leurs intéêts et ceux des gros viticulteurs.

2) Mettre à l'ordre du jour avec urgence la constitution d'un programme de lutte des petits viticulteurs.

On peut déjà repérer quelques questions autour desquelles devra s'articuler ce programme ;

1) Autour de la contradiction côteaux-plaine :

Les côteaux produisent à plus faible quantité un vin de qualité. La plaine produit de la piquette en quantité considérable. Les grosses concentrations viticoles se retrouvent pour la plupart en plaine et l'élimination des petits viticulteurs abandonne les côteaux aux friches.

2) Contradiction entre la production et la commercialisation :

C'est autour des épiphénomènes relevant de cette contradiction que les gros viticulteurs bâtissent leur programme chauvin « buvons Français » et essayent de constituer l'unité. Une affiche du P.« C. »F. indique : « Une voix pour le parlement européen c'est un pied de vigne en moins : votez Français, votez communiste ».

3) La contradiction entre le camp de ceux qui vont être éliminés et le camp de ceux qui éliminent :

La ruine et l'élimination ne visent pas que les plus petits : à terme la plus grande partie des viticulteurs de moyenne importance sont menacés ; déjà la plupart des jeunes après les écoles ne peuvent plus reprendre l'exploitation. Ce sont eux qui forment le camp du peuple des campagnes dans lequel il faut inclure les ouvriers agricoles, nombreux dans cette région. C'est le camp de tous ceux qui travaillent la terre pour s'y maintenir, pour en vivre et pour rester au pays, et non pour spéculer ; le camp de ceux qui refusent de laisser partir leurs terres dans les pattes des capitalistes : les touristes millionnaires, les paysans riches, les organismes d'Etat.

Montredon a marqué le moment fort de l'unité factice de toutes les couches viticoles. L'après-Montredon ouvre l'étape de la rupture et de la constitution en force révolutionnaire des petits viticulteurs.

PEUGEOT-CYCLES : « Syndicat t'es pourri, Syndicat t'es vendu ! »

De quoi témoigne ce reportage sur la magnifique lutte des ouvriers de Peugeot, usine de Beaulieu ? De ceci : depuis 68, la classe ouvrière n'a pas désarmé. Au contraire : elle approfondit sa révolte anti-syndicaliste. Elle ne se contente plus de dire après coup, dégoûté : ce sont des vendus. Elle agit spontanément dans l'action même, elle attaque la contre-révolution révisionniste. Elle exige la parole, coupe le micro aux syndicalistes, fait des manifestations, donne l'assaut à l'usine.

Mais cette forte violence révoltée répète encore le bilan de 1968 : vendus, les syndicats, pourris. Elle nous laisse encore dans l'idée tactique : « oser lutter, rallier les larges masses à l'offensive ». Mais cette idée ne fait pas une politique ; en politique, c'est aujourd'hui une idée défensive. Elle riposte du tac au tac aux révisionnistes, mais ne permet pas de les vaincre.

Au fond, la grande révolte anti-capitaliste des ouvriers de Peugeot-Cycles nous interpelle, nous, maoïstes. Elle dit : la grande classe ouvrière de France est là, violente et révoltée, courageuse et anti-syndicaliste. Elle pratique la lutte des classes. Et vous, les maoïstes, que faites-vous ? Où êtes-vous ?

Ces tempêtes ouvrières, elles nous fixent notre devoir, le devoir du moment actuel : aller vite, porter les Comités Populaires Anti-Capitalistes à la crête du mouvement de masse, concentrer la politique révolutionnaire du peuple. Diffuser partout, dans le vif de la lutte des classes, le marxisme-léninisme-maoïsme. Planter, au plus profond de la classe, les pieux de sa politique : les noyaux communistes, points fixes du processus d'édification du Parti Communiste de type nouveau.

Ecoutons la voix ouvrière de l'Histoire. Eduquons-nous. Répondons à sa sommation : la classe ouvrière révoltée exige des hommes politiques du prolétariat.

Depuis quelques temps déjà, il y avait des discussions et des débrayages partiels sur les chaînes de cycles et mobylettes, pour les points suivants :

— des dépannages en plus pour chaque ouvrier, la cadence étant trop forte ;
— un temps convenable pour le casse-croûte ;
— une prime de chaîne pour tous, même pour les dépanneurs ;
— augmentation pour tous de 300 F.

Des ouvriers travaillant sur les chaînes de cycles ont été mutés surtout à Sochaux pendant plusieurs semaines. Pour ceux qui restent, ils passent de 42 h 1/2 à 40 h et doivent fournir le même nombre de pièces. AAu retour des ouvriers mutés, en janvier, c'est le retour aux 42 h 1/2 avec, encore une fois, une augmentation des cadences imposées.

Dans l'atelier 70, immense atelier de l'usine, produisant, lui, des pièces automobiles pour Sochaux (colonnes de directions, pots d'échappements...) considéré par certains comme le purgatoire (prime de bruit ; les ouvriers sont payés selon la valeur et le nombre des pièces, cadences infernales...), une centaine d'ouvriers se rassemblent : on parle de grève et l'occupation est votée, ce jeudi 4 mars, malgré les consignes syndicales.

Les ouvriers ajoutent leurs points de revendication :

— la question de la valeur des pièces qui est imposée par Peugeot et du travail au rendement ;
— mettre les primes dans le salaire ; les primes étant distribuées à la tête du client.

En avançant ces points, les ouvriers veulent attaquer de front la crise du capitalisme et le système de profit du patron et, comme ils ont appris depuis 68 que pour gagner, il faut se battre, ils ont organisé le jour même l'occupation de l'usine.

A Beaulieu, on a aussi appris à se méfier des syndicats :

En 1972, les ouvriers décident une grève qu'ils mèneront pendant 15 jours. La CGT et la CFDT feront reprendre le travail avec 7 centimes d'augmentation en criant victoire ! Des ouvriers l'appellent amèrement « la grève des 7 centimes ».

En 1973, les caristes veulent une grève mais **avec** occupation car, c'est, d'après eux, la seule façon d'être fort et de gagner. Ils sont soutenus par un grand nombre d'autres ouvriers de l'usine. Les syndicats sont, une fois encore, obligés de faire un pas, poussés par la volonté des ouvriers. Ils organisent un vote — à bulletin secret — pour ou contre l'occupation. Résultat du vote : POUR L'OCCUPATION.

Les syndicats, tremblant de peur devant la détermination ouvrière, répondent : « le vote n'est pas valable car il ne concerne qu'une partie de l'usine ».

Immense colère des ouvriers : « Pourquoi nous fait-on voter si le vote ne compte pas ? »

Un grand nombre d'ouvriers ont déchiré leurs cartes syndicales.

Forts de ces luttes passées, les ouvriers combatifs veulent une « VRAIE GREVE » contre Peugeot ; ils ne se laisseront pas tromper par les syndicats : voilà pourquoi ils prennent l'offensive : les portières sont cadenacées, les fenwicks derrière.

Peugeot veut écraser les ouvriers de la région de Montbéliard mais les ouvriers sont, cette fois-ci, décidés à l'attaquer, décidés à lui faire baisser la tête.

Au bout d'une semaine et demie d'occupation, les ouvriers seront délogés de leur position de force : l'Usine. Par qui ? par les flics ? par la maîtrise ? Pas du tout. Par le syndicat qui vient expliquer que c'est la condition demandée par le patron pour négocier.

A ce moment-là des heurts violents ont lieu entre le syndicat et les ouvriers des piquets de grève, particulièrement des Africains noirs qui n'acceptaient pas cette première trahison en disant : « Pour gagner contre Peugeot, il ne faut pas se plier devant lui, mais se battre et se battre jusqu'au bout ! ».

Lundi matin — 15 mars — devant les portières ouvertes où ne rentrent que quelques chefs, les ouvriers sont venus en grand nombre.

On se compte ce matin-là, on est nombreux et cela montre que l'initiative d'occuper l'usine correspondait aux aspirations et à la volonté de l'ensemble des ouvriers.

La gauche ouvrière a rencontré et s'est liée à l'ensemble des ouvriers, eux-mêmes renforcés à l'idée que personne n'est rentré.

Le mouvement est fort et de nombreux heurts ont lieu entre la gauche ouvrière et les syndicats : les uns décidés à attaquer durement Peugeot, les autres se pliant toujours à sa volonté.

Après les résultats des négociations — 30 ouvriers licenciés — l'usine est immédiatement reprise.

L'occupation est cette fois-ci plus ferme, plus large. Suite à ces 2 jours, les ouvriers combatifs ont su rassembler autour d'eux une partie des larges masses pour l'occupation ; aux piquets, on parle : comment renforcer la grève et surtout qu'il faut le soutien des ouvriers de Sochaux.

Mais les ouvriers combatifs ne sont pas organisés politiquement, ils ne peuvent organiser un plan d'ensemble et la direction de la grève revient aux syndicats.

Pendant ce temps, la CGT est très préoccupée par les élections cantonales ; elle crie victoire à l'élection de Paganelli, PCF.

Aux A.G. qu'ils organisent dehors, ils parlent beaucoup sur les « provocations gauchistes » ; ils ne cessent de dire qu'il y a de forts commandos fascistes CFT et que les ouvriers doivent se montrer « dignes », c'est-à-dire, « du calme, du calme ! ». Les revendications des ouvriers sont oubliés pour faire place à l'échelle mobile, retraite à 60 ans, défense des libertés... syndicales... Très vite, la gauche ouvrière ne viendra plus.

Les syndicats organisent des collectes mais l'argent... c'est pour eux. Encore aujourd'hui, personne n'en a vu la couleur ! Ils promènent les ouvriers qui veulent bien encore les suivre à la sous-préfecture pour demander des négociations.

Pendant ce temps, la maîtrise s'organise à la cantine, sans être inquiétée. A ceux qui proposent de prendre la cantine pour la grève, le syndicat répond qu'il ne faut pas de violence.

Lundi 22 mars :

Coup de force de la maîtrise qui tente d'enfoncer une portière vers 8 h. Alerte générale des piquets. Deux ouvriers courent rassembler ceux des foyers aux alentours. On est très nombreux derrière la portière à 9 h et la maîtrise, après avoir reçu quelques coups, doit se replier et partir : VICTOIRE ! Le syndicat crie à la provocation fasciste et demande aux ouvriers de ne pas y répondre et de laisser entrer ! ! !

Jeudi 25 mars :

Avec les flics, la maîtrise attaque la portière centrale à 7 h 30 ; ils sont 150. Les ouvriers sont une soixantaine derrière la portière mais dans la rue, il y a 1.000 personnes réunies pour l'A.G. du matin. Tout le monde sait bien que, ce matin-là, on aurait pu gagner encore mais le syndicat a, une fois de plus, trahi, il a empêché l'affrontement indispensable à la victoire.

Ce jour-là, le nombre des licenciés est porté à 47.

La gauche ouvrière repart à l'attaque contre la maîtrise, contre les syndicats.

— La nuit même, des groupes d'ouvriers se regroupent en voiture, fusil en main, contre les piquets de la maîtrise. Un ouvrier de la gauche raconte : « on s'est connu aux piquets et ça fait mal de se faire vider ainsi de l'usine sans avoir pu résister ».

— Contre la CGT et surtout le PCF qu'on ne peut plus voir sans qu'ils vous proposent une carte ou vous parlent du programme commun.

— Contre la CFDT qui ne sait prendre aucune décision de lutte et qui se rallie toujours aux idées de la CGT.

Les syndicats, les jours suivants, ont toujours trouvé le moyen d'organiser une promenade (en ville, à la sous-préfecture...) au moment où ceux qui sont dans l'usine doivent sortir. Ils font nombre de démarches auprès de leurs élus.

Ils en appellent même à Edgar Faure, président de leur commission pour les libertés !

La revendication « 300 F pour tous » est transformée par la CGT : « 150 F pour tous ».

La tension monte. La révolte grandit. On attend toujours après d'éventuelles négociations...

La CGT organise son cinéma : elle donne une pancarte où il est inscrit : « je suis licencié » à chaque ouvrier licencié pour passer à la télévision.

Ces pancartes sont très vite déchirées par la gauche ouvrière qui ne veut « pas servir de propagande au PCF ».

La gauche ouvrière reprend l'initiative.

Mercredi 31 mars :

L'idée : « il faut rentrer dans l'usine, rallier les ouvriers qui travaillent, montrer notre force et isoler les chefs et les mouchards » est vivante.

Voilà ce qu'il faut faire pour renforcer la grève.

Voilà ce qui attaque l'ennemi et leur fait peur.

Voilà ce qui va dans le sens de l'unité.

La gauche ouvrière l'impose à l'A.G. du matin et c'est 300 ouvriers qui foncent sur le piquet des flics et de la maîtrise, toujours sous les cris désespérés des syndicats qui veulent ressortir de l'usine et aller se promener ailleurs. Le chapeau du commissaire vole et, alors qu'il voulait lancer un appel, il voit son bigo subir le même sort.

Les ouvriers rentrent en manif et font le tour des ateliers ; la gauche ouvrière dirige, donne le ton : les chefs se cachent, certains se font casser la gueule au passage et devant cette détermination et cette fermeté, les indécis se rallient au mouvement ; la manifestation grossit ; elle passe dans l'autre partie de l'usine (Mandeure) où la portière vole en éclat.

Les ouvriers enthousiastes, heureux, unis et forts, ressortent : on est alors près de 4.000 sur la place. Des CRS arrivent ; ils sont peu nombreux et la manifestation se dirige résolument vers eux lorsque les bonzes syndicaux arrivent à grande vitesse pour assurer la protection des flics.

Ce jour-là fut une immense victoire de la gauche ouvrière.

Beaucoup ont compris :

— quand les syndicats dirigent, on s'endort, on est faible, on est divisé, toujours à genoux devant la bonne volonté de Peugeot ;
— quand la gauche ouvrière dirige, on montre notre force, on fait l'unité, on attaque l'ennemi, on va à la victoire.

Ce jour-là l'espoir de gagner est vivant dans toute l'usine.

Un coup sévère a été porté contre Peugeot et contre les syndicats.

La gauche ouvrière, forte de sa victoire, continue de harceler la direction syndicale : « 1. il faut reprendre l'usine ; 2. il faut aller à Sochaux ». Mais le syndicat rassemble ses troupes, se remet de ses émotions, organise un meeting-enterrement et la promenade habituelle.

A Beaulieu, il y a beaucoup d'ouvriers décidés — des ouvriers de toutes les nationalités — qui se sont montrés offensifs. Il y a une très grande combativité, mais la gauche ouvrière n'est pas regroupée. Ce qu'il manque, surtout, et ce jour-là, on l'a bien senti, c'est un pôle organisé qui donne des perspectives nouvelles à l'ensemble des ouvriers de l'usine.

Le lendemain, après la démobilisation et le manque de perspectives offertes par les syndicats, seuls les ouvriers combatifs se retrouvent devant l'usine. Ils accusent sévèrement.

La CGT lève son masque et montre en plein jour son visage social-fasciste : elle accuse la gauche ouvrière de provocatrice, aventuriste, minoritaire... la CFDT a beaucoup de mal à faire régner « l'ordre ».

C'est surtout la politique menée par le PCF dans la grève qui est accusée : la gauche ouvrière l'accuse de faire sa propagande sur le dos des grévistes, elle l'accuse de ne jamais parler pour la grève mais toujours pour le programme commun.

Le soir même, la révolte est si grande que « Franco » chef fasciste dans l'usine se fera casser la gueule à la portière centrale, avec l'approbation de tous ceux qui sont là.

Vendredi matin. 1.000 personnes à l'A.G.

1re proposition syndicale : on rentre dans l'usine, mais par groupe de 10 et on va dans nos ateliers.

Refus net de l'ensemble des ouvriers : « A 10, on n'est pas la force ; c'est même dangereux et ça nous divise ». Tout le monde scande « TOUS A L'USINE ! ». 1 heure se passe pendant laquelle la gauche demande le micro, essaie de le prendre. Là des ouvriers se font traiter de « minoritaires ».

2e proposition syndicale : nous, les délégués, on rentre dans l'usine et vous, vous irez barrer l'autoroute.

Tout le monde rigole : l'autoroute est bloquée en ce moment pour travaux !

La gauche ouvrière revient à la charge mais n'arrive pas à imposer son point de vue : les syndicats ne veulent pas, cette fois-ci, se laisser déborder et recommencer comme mercredi ; ils ont eu trop peur.

La division est profonde : d'un côté la gauche ouvrière et l'ensemble des ouvriers qui disent « Tous à l'usine », de l'autre les syndicats qui se rangent résolument et fermement contre la volonté des ouvriers, contre la grève ouvrière. Le fossé va se creuser toute la matinée. Finalement 300 ouvriers, révoltés mais découragés vont barrer la route de Beaulieu. La haine contre le PCF est immense.

Un camarade révolutionnaire est pris à parti par le PCF qui veut le vider par la force. Non seulement il est défendu mais les révisionnistes du PCF sont à deux doigts de se faire taper dessus par les ouvriers qui sont là.

Un ouvrier portugais exprime toute sa haine à la CGT en lui criant : « le syndicat, t'es pourri - le syndicat, t'es vendu ! ».

Voilà le bilan que font aujourd'hui un grand nombre d'ouvriers à Beaulieu.

La révolte est extrême à midi quand les appareils syndicaux viennent faire lever le barrage.

L'extrême combativité des ouvriers les a ébranlés sérieusement ce jour-là et ils vont se dépêcher d'arrêter cette grève.

L'après-midi, c'est le meeting syndical de clôture.

La gauche ouvrière ne désarme pas : elle coupe le micro lorsque Paganelli veut parler.

Un groupe d'ouvriers se rassemble et décide d'écrire un tract, de prendre pour cela la ronéo de la CFDT ; les pontes syndicaux menacent un camarade révolutionnaire venu soutenir la gauche, empêchent toute discussion, essayent d'étouffer la révolte dans un flot de paroles.

Un délégué CFDT déchire le soir même son mandat et sa carte en faisant grand bruit.

Un jeune ouvrier français disait : « Ce matin j'étais minoritaire, à midi je suis un gauchiste et ce soir, je suis Ponia ! ».

Un autre avait repris les pancartes syndicales et il y avait écrit « Je suis un gauchiste, le PCF me l'a dit ! ».

La reprise a été décidée lundi 5 avril avec 86 F d'augmentation. La gauche ouvrière ne s'y est pas opposée car elle sait maintenant qu'on ne peut rien gagner avec le syndicat qui nous poignarde dans le dos.

Mais la situation à Beaulieu est excellente :

— la gauche ouvrière n'a pas désarmé ; elle a pris, quand elle le pouvait, les initiatives et elle a gagné là où elle dirigeait ;
— il règne dans l'usine un fort mouvement anti-révisionniste.

SIDERURGIE

A Solmer comme à Ugine-Acier : les ouvriers hautement qualifiés peuvent rompre avec l'aristocratie ouvrière, s'émanciper du révisionnisme, et rejoindre le camp de la révolution.

Solmer, janvier-février 76 ; Ugine-Acier, mars-avril 76. Deux grèves où les syndicats ont mordu la poussière, où les patrons ont gagné momentanément, où les ouvriers ont appris qu'il fallait savoir se battre sur deux fronts : contre les patrons, contre les syndicats et le PCF.

A Solmer comme à Ugine-Acier, la colère des ouvriers s'est plusieurs fois manifesté contre ce qui leur apparaissait comme trahison, manipulation, ou manque de sérieux. Les ouvriers ont alors refusé de cautionner les syndicats. Ils les ont laissé seuls avec leurs « responsabilités ».

L'exemple de la Solmer montre le pas suivant à faire : il n'est plus de notre temps de critiquer les syndicats ; il faut faire autre chose. Il est faux et inefficace de les traiter comme des incapables ou des traitres : il faut les traiter comme des ennemis.

Dans la sidérurgie, les ouvriers hautement qualifiés font masse. Ils ont des traditions politiques. Pour ceux qui ne sont pas complètement corrompus, l'obstacle, c'est le défaitisme politique. Ils voient bien que le PCF ne mène à rien qui concerne vraiment la classe ouvrière. Mais ils ont tendance à en tirer des leçons métaphysiques du genre : « l'ouvrier se fait toujours avoir, il n'y a rien à faire ».

Dans le prolétariat fondamental, chez les OS, la violence anti-révisionniste de la révolte spontanée masque parfois les questions, favorise le « gauchisme ». On peut confondre « lutte des classes » et politique révolutionnaire. Ce qu'il y a d'intéressant avec les ouvriers hautement qualifiés de la sidérurgie, c'est qu'on ne peut jamais oublier la politique.

Là plus qu'ailleurs, compatir aux malheurs des ouvriers en restant au niveau de la critique des syndicats, c'est au fond renforcer l'idée que rien ne peut changer, que les ouvriers seraient condamnés à être manipulés. Même en ajoutant à ça la critique du PCF, on critique le révisionnisme dans les mots, mais on cache la vérité.

— La vérité, c'est directement celle du Parti de type nouveau.

C'est la riposte aux syndicats et au PCF au nom de l'idée forte que la classe ouvrière doit s'émanciper elle-même, devenir elle-même une classe politique.

— La vérité, c'est qu'aujourd'hui on ne peut pas prendre position face aux syndicats et au PCF sans prendre parti sur ce qui c'est passé en Chine, sur la Révolution Culturelle Prolétarienne, sur la nécessité de la continuation de la révolution contre la nouvelle bourgeoisie, y compris dans le Parti.

— La vérité, c'est que cette fraction des ouvriers hautement qualifiés doit surtout transformer son point de vue sur l'Histoire, lutter pour un autre bilan. L'école ouvrière marxiste-léniniste-maoïste a cela pour cible. Elle doit avoir la priorité.

Les révisionnistes veulent garder une aristocratie ouvrière comme base de masse principale pour leur projet d'Etat social-fasciste. Ils la flattent, et ils la manipulent. Aujourd'hui, ils butent sur les traditions anarcho-syndicalistes, libertaires et défaitistes. Il y a au moins une volonté des ouvriers révolutionnaires de ne pas s'en laisser conter.

Aller plus loin exige que les ouvriers révolutionnaires s'emparent du marxisme-léninisme dans la pratique de la lutte sur deux fronts.

Le premier texte est l'histoire de la grève de janvier à Solmer, publié dans « l'Ouvrier révolutionnaire », journal du C.P.A.C. Fos-Etang-de-Berre. Le second texte est un tract de l'U.C.F.M.L. aux ouvriers d'Ugine-Acier.

SOLMER

LA GREVE DE JANVIER-FEVRIER 76, PORTEUSE DE GRANDES TEMPETES REVOLUTIONNAIRES A VENIR ..... L'OFFENSIVE OUVRIERE, UN MOT D'ORDRE D'ENSEMBLE : « PAS DE CHOMAGE DU TOUT ».

Depuis l'annonce du chômage, en octobre 75, tout le monde sent, à Solmer, que quelque chose va se passer, que cela ne peut durer ainsi.

Le 13 janvier 76, les syndicats CGT-CFDT organisent une action de type putchiste : blocage de toute l'usine une journée entière, les 3 postes. Ils veulent être en position de force pour négocier au Comité d'entreprise. Ils savent qu'une prochaine commande d'acier est passée pour Solmer.

Le 20 janvier 76, au Comité d'entreprise, Durand-Rival annonce son plan de production et la reprise des commandes. Pour février et mars, la diminution des jours chômés à deux jours par mois pour certains secteurs (laminoirs) tandis que d'autres resteront à 4 (hauts-fourneaux).

Le 21 janvier 76 — au poste du matin — les ouvriers des hauts-fourneaux votent la grève à main levée. **L'idée des ouvriers est de mener la bataille contre tout chômage.** Les syndicats CGT-CFDT ont l'initiative sur le mouvement. Ils vont noyer le programme ouvrier dans leur plateforme syndicale.

Dans d'autres secteurs, des mouvements de grève s'organisent sous direction de la gauche ouvrière, ce jour-là et les jours suivants (transports, expéditions, etc.).

Les syndicats voulaient une lutte sectorielle pour appuyer les négociations avec Durand-Rival, et préparer leur journée d'action nationale de la sidérurgie du 6 février. Et c'est un mouvement de masse qui naît, qui surprend tout le monde. La gauche ouvrière, dispersée, dégoûtée des pratiques syndicales, en désaccord total avec la plateforme syndicale, entend développer un mouvement d'ensemble à Solmer ou rien. Telle est son idée : pas de chômage du tout.

Le 23 janvier 76, l'élargissement du mouvement de grève fait peur à Durand-Rival. Il contre-attaque : lock-out d'une partie des secteurs le jour même et progressivement jusqu'au 11 février où ce seront les employés.

GUERRE DE POSITION ENTRE DURAND-RIVAL ET LES SYNDICATS. LA GAUCHE OUVRIERE PRATIQUE LE HARCELLEMENT DES SYNDICATS, LES MASSES OUVRIERES REFUSENT TOUTE MANIPULATION DE LEUR REVOLTE.

Durand-Rival prend l'initiative d'ensemble contre le mouvement de grève et de révolte. Il ne veut pas traiter avec les syndicats CGT-CFDT sur leur plateforme. « L'enjeu est plus gros que le chiffre », répondra-t-il à des journalistes. Avec la crise du capitalisme, l'enjeu c'est qui, au sein de la bourgeoisie, contrôle la production. Acharné défenseur de l'impérialisme américain, Durand-Rival veut être en position de force contre la fraction bourgeoise du programme commun, les CGT, CFDT et le PCF. Il veut surtout briser pour longtemps toute envie de révolte dans les masses ouvrières.

Durand-Rival, en prenant l'initiative du lock-out, va généraliser le mouvement. Il veut pratiquer la guerre de position avec les syndicats, pour leur briser les reins, avant d'attaquer la gauche ouvrière.

Il lance les FO-CGC, ses complices, qui échouent lamentablement. Apparaît alors la vermine fasciste. Nouvel échec.

Dans l'autre camp bourgeois, CGT et CFDT sont pris dans un piège, coincés entre les initiatives de la gauche ouvrière, sa volonté d'une offensive ouvrière, massive et directe, anti-capitaliste, et Durand-Rival, et le lock-out. Ils ne veulent pas de mouvement d'ensemble à Solmer et ils en ont un dans les bras. En même temps qu'ils vont crier « vive la lutte des ouvriers des hauts-fourneaux », ils trahissent le programme ouvrier, dans un premier temps ; et dans la situation nouvelle du lock-out, ils vont tenter d'écarter au maximum les ouvriers de Solmer. Les assemblées générales du matin ressemblent plus à des enterrements qu'à des assemblées générales d'ouvriers en grève.

Dans cette période du lock-out, ça va être le temps des manifestations, Salon, Martigues, Arles, puis le temps des réunions publiques, Salon, Arles, Port-de-Bouc, et le temps de donner la parole au PCF et des promenades chez Durafour, Chirac, puis Giscard.

CFDT-CGT font une valse à trois temps, pour endormir les masses ouvrières, et les donner pieds et poings liés au PCF.

ÇA NE MARCHE PAS

La gauche ouvrière dans son harcèlement constant, dans ses mots d'ordre

(suite page 6)

UGINE-ACIER

POINT DE VUE DE L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LENINISTES-MAOISTES SUR LA SITUATION D'INCERTITUDE QUI SE DEVELOPPE DANS LA GREVE A UGINE-ACIER

Cette grève, c'est sérieux : LA REVENDICATION EST SERIEUSE. Le patron veut payer le poste de travail, pas les ouvriers, il veut économiser avec la prime et diminuer les salaires, il cherche à se sortir de la crise sur le dos des ouvriers.

LA FORME DE LUTTE CHOISIE EST SERIEUSE : la grève perlée, ça coûte cher au patron et ça peut durer plus facilement pour les ouvriers. Ça favorise la démocratie ouvrière dans chaque atelier, ça appelle une véritable entente prolongée entre les différents ateliers. Cette grève n'est pas un cas isolé, elle se déroule dans une situation politique d'ensemble SERIEUSE :

Face au capitalisme en crise, les révoltes populaires se multiplient, inventent et explosent : les ouvriers sidérurgistes de Solmer contre le chômage, les milliers d'ouvriers parisiens de toutes les nationalités habitant des foyers prisons SONACOTRA pour l'égalité des droits politiques entre ouvriers français et immigrés, la révolte armée des vignerons, les nombreuses usines occupées, les luttes étudiantes contre les réformes capitalistes à l'université. Oui, la situation politique montre que l'étape est à l'OFFENSIVE POUR LE CAMP DU PEUPLE, POUR LE CAMP DE LA REVOLUTION.

La situation est à la défensive pour les patrons, pour tous ceux qui cherchent à sauver le capitalisme en crise, GISCARD pour continuer à en profiter, MARCHAIS et MITTERRAND pour prendre sa place.

ALORS POURQUOI LE MOUVEMENT D'INCERTITUDE ICI AUJOURD'HUI ?

PARTONS DES FAITS :

1. Des grévistes des premiers jours se mettent en maladie et leur nombre a l'air d'augmenter ;

2. L'absence de riposte à l'offensive du patron faisant sauter plus d'heures que les heures de grève et mettant en cause la qualité du produit a affaibli le mouvement.

3. L'absence d'assemblée générale depuis 3 jours isole les ateliers les uns des autres et fait pourrir la grève parce que cela ne permet pas aux ouvriers d'exprimer leur point de vue et leurs critiques, parce que ça ne laisse comme solution que de tenir bon sans savoir où l'on va, ou bien de lâcher et de se mettre en maladie. L'absence d'assemblée générale en ce moment empêche les ouvriers de contrôler les syndicats et de prendre toute leur part à la direction du mouvement.

FACE A CES FAITS, LES EXPLICATIONS DES SYNDICATS NE SONT PAS SERIEUSES :

— Les syndicats ne sont pas sérieux quand ils accusent de trahison les ouvriers grévistes qui se mettent en maladie. Pour persévérer dans la lutte, il faut savoir où l'on va, il ne faut pas se chercher des excuses ailleurs.

— Les syndicats ne son pas sérieux quand ils méprisent ceux qui se sont mis en maladie en ayant l'air de les comprendre, en disant à qui veut l'entendre que c'est à cause des crédits et du loyer à payer. Finalement, si on les écoutait, la grève serait un luxe réservé à certains ouvriers moins pauvres que les autres...

— Les syndicats ne sont pas sérieux quand ils laissent pourrir la grève, et qu'ils la font durer juste assez pour espérer négocier tranquillement leur programme à eux, au niveau national avec les patrons sidérurgistes.

LES SYNDICATS NE SONT PAS SERIEUX AVEC LA POLITIQUE DES OUVRIERS, PARCE QU'ILS SONT SERIEUX AVEC LA POLITIQUE DU PCF ET DU PROGRAMME COMMUN, A UGINE-ACIER COMME A SOLMER ET PARTOUT AILLEURS.

Le PCF veut monter à cheval sur les luttes des ouvriers pour arriver au pouvoir, c'est pour cela qu'il a besoin des syndicats, mais le PCF a peur de ce cheval, il a peur de tomber, il a peur des révoltes et de l'offensive ouvrière, alors il veut dresser sa monture, voilà à quoi lui servent les syndicats.

Ce qu'ils espéraient à Ugine-Acier, c'était un bon mouvement tranquille avec des négociations rapides pour se refaire une réputation après le coup de l'an passé. Ce qui leur a fait peur c'est qu'au début, le mouvement est parti très fort tout le monde était d'accord pour y aller dur, alors ils on lancé le train sur une longue voie de garage. Même si la grève se termine par un échec, ils ont leur chanson toute faite, ce sera la faute aux fayots, aux maoïstes, aux femmes qui rouspètent à la maison, n'importe quoi pour finir par avancer qu'il n'y a qu'une

(suite page 6)

SOLMER

(Suite de la page 5)

offensifs, anticapitalistes, antichauvins, contre les pleurnicheries syndicales, va empêcher la valse à trois temps des syndicats, et les mettre en position défensive.

C'est dans cette situation que le Comité populaire anticapitaliste (Fos - Etang de Berre) interviendra à deux reprises par tracts, lançant l'appel aux masses ouvrières :

— contrôlons les agissements des syndicats ;

— imposons le programme ouvrier ;

— ne comptons que sur nous-mêmes ;

— construisons une direction révolutionnaire de la lutte.

Tandis que les marxistes-léninistes-maoistes de l'UCFML appuient l'initiative du Comité populaire anticapitaliste, et lancent à la gauche ouvrière ;

— ni CFDT, ni CGT, ni PCF, démasquons les nouveaux bourgeois de l'union de la gauche ;

— développons la vraie force prolétarienne anticapitaliste et construisons le nouveau parti communiste des ouvriers.

Ils démasquent le projet anti-ouvrier des syndicats et le projet contre-révolutionnaire du PCF : « socialistes en paroles, capitalistes en réalité, révisionnistes dans le fond ».

Le 6 février 76, la journée d'action de la sidérurgie : un grand bluff des syndicats et du PCF, les masses ouvrières ne marchent pas dans la combine ni ailleurs, ni à Solmer.

Le PCF a mobilisé ses troupes, députés, maires, élus locaux, syndiqués CGT, etc. Avant le 6 février, ils font du tapage sur le programme commun, lancent des télégrammes, parlent du PCF comme le parti des travailleurs... pour le socialisme. Et ils envoient élus « communistes », bleu blanc rouge à la poitrine, aux portes de Solmer, où personne ne se dérange, même pas par curiosité ! Les syndicats CGT et CFDT disent à qui veut les entendre, le 6 février, grande journée... Sollac, Usinor, Ugines-Acier, etc... Le 6 février, les masses ne sont pas dupes. Elles restent absentes. CGT-CFDT et PCF faisaient grand tapage pour tenter de dévoyer la gauche ouvrière, lui imposer leur plateforme syndicale, leur programme commun, leur capitalisme d'Etat. La gauche ouvrière les a rejetés.

Et le 6 février, pour les CGT-CFDT et le PCF vont commencer les pleurnicheries auprès de Durand-Rival. Ils font marche arrière et acceptent les négociations sans préalable, c'est-à-dire : la reprise du travail. A Durand-Rival, ils réclament un soutien patronal : créer un choc psychologique pour calmer la colère ouvrière contre eux. Et Durand-Rival, en position de force « fait un effort », arrange les pertes de salaire, soutient les syndicats à condition qu'ils fassent rapidement reprendre le travail.

Ce contrat de traitre à la classe ouvrière. ils auront bien du mal à le faire respecter. Is vont jouer sur deux tableaux

— **faire semblant de durcir** la grève en organisant une parade du PCF dans les bureaux de la direction, avec quelques femmes de syndicalistes. Pseudo-occupation, en fait contrôle rigoureux pour qu'aucun ouvrier n'y prenne part.

— faire des **votes successifs, provoquer** la FO-CGC, jusqu'au jour où la direction organise son vote, le 20 février, à bulletin secret. Faire en sorte de faire dire aux ouvriers : ça n'a pas marché parce que nous n'étions pas assez nombreux.

La gauche ouvrère, dispersée, non regroupée, non organisée n'a pu que pratiquer le harcèlement des syndicats. Ce n'était pas le nombre d'ouvriers décidés qui manquait, c'était une **politique** et une organisation révolutionnaire.

UGINE-ACIER

(Suite de la page 5)

solution, c'est de voter pour eux et leur salade de programme commun aux élections.

La révolution des ouvriers et des paysans pauvres, ils en ont une peur panique. Les révoltes et l'offensive des ouvriers, ils essayent de les détourner à Ugine-Acier comme ailleurs. Nous devons les en empêcher, les contrôler, les remplacer par un parti communiste complètement nouveau, par des organisations révolutionnaires vraiment anticapitalistes.

AUX OUVRIERS EN GREVE D'UGINE-ACIER, LES MAOISTES ORGANISES DE L'UCFML PROPOSENT LES POINTS SUIVANTS :

1. Les larges masses des ouvriers en grève doivent exercer leur contrôle actif sur les syndicats par le moyen d'assemblées générales quotidiennes avec tous les ateliers.

2. La démocratie et l'organisation des ouvriers en grève peut se renforcer solidement par la désignation de Comités d'atelier qui prennent aussi la parole en assemblée générale et qui peuvent faire le lien entre les différents ateliers par dessus les syndicats si besoin.

3. Discutons dans toute l'usine de la politique de trahison suivie par les syndicats et le PCF dans la récente révolte des ouvriers de Solmer et la victoire de Durand-Rival.

Ce qui est important pour nous, les maoistes, à travers ces points de vue et ces propositions, c'est que les ouvriers révolutionnaires s'emparent de la construction du parti communiste de type nouveau, en tenant compte de la trahison du communisme et du socialisme par le PCF et par le PC d'URSS qui a transformé le pays des bolchéviks en pays social-fasciste à l'intérieur, social-impérialiste à l'extérieur. Pour cela nous nous appuierons fermement sur l'expérience des communistes chinois, sur la Grande Révolution Culturelle prolétarienne qui s'attaque aux nouveaux bourgeois dans l'Etat socialiste et dans le parti communiste.

La politique des ouvriers, c'est la révolte des ouvriers contre les réactionnaires et les faux amis tout aussi réactionnaires, à Ugine-Acier comme à Solmer et ailleurs.

Depuis mai 1968, cette question : briser le syndicalisme à l'intérieur, diriger tout le camp du peuple à l'extérieur. Question de la classe, question du Parti. Etudiants révolutionnaires venant saluer les grévistes de Citroën.)

Histoire d'un Comité Populaire Anti-Capitaliste

Un bilan politique de masse

Septembre 75, dans la région de X, c'est le moment du bilan des grandes révoltes du printemps et de l'été contre la crise. Le centre de ces révoltes, ce fut la grève à l'usine C — grosse usine de 3.000 OS — grève offensive de 2 mois où les ouvriers ont mené la vie dure au patron, et aussi aux révisionnistes des syndicats. Le bilan de la grève à C tient en deux points :

— la classe ouvrière a pris la mesure de sa force, de sa détermination à attaquer le capitalisme en crise.

— les syndicats ne sont en aucune manière des organisations ouvrières : ce sont des agents des nouveaux bourgeois du PCF — omniprésent dans la grève en la personne du maire révisionniste de X.

Ce bilan, les masses ouvrières de la région, en discutant, le font leur, spontanément et aussi par l'action des marxistes-léninistes. Le premier noyau qui se réunit depuis mai dans le but de constituer le Comité Populaire diffuse par tract le bilan de la grève à C dans toute la région.

Septembre 75, c'est aussi le moment où la lutte contre les foyers-prisons de la Sonacotra commence à déborder les foyers où elle est née pour prendre son ampleur nationale. Dès lors, cette lutte pose avec acuité la question des droits des ouvriers immigrés — question centrale dans la région de X où la majorité des ouvriers, voire du peuple, est immigrée.

A bas le capitalisme en crise, non aux syndicats, la classe ouvrière internationale de France est la force dirigeante de la révolution: ce sont les trois mots d'ordre, les trois points d'accord autour desquels s'est réuni depuis mai un premier groupe d'ouvriers d'avant-garde qui commence à faire vivre dans la région l'idée de construire la nouvelle organisation du peuple. En septembre, on peut constater que ces trois points sont acquis, à une échelle de masse. Très souvent à présent la discussion porte sur la question : « quelle autre organisation (que les syndicats) proposez-vous ? De quelle manière nous, les immigrés, pouvons-nous faire de la politique ici ? ». Pour le groupe de camarades, cette demande des masses est claire : le moment est venu de commencer effectivement dans la région la construction d'un grand Comité Populaire Anti-Capitaliste.

Création du C.P.A.C.

Il faut fonder le Comité populaire dans un délai rapproché. On décide donc de convoquer tous les ouvriers avancés que l'on connait déjà pour être d'accord sur les trois points du Comité et de tenir avec eux une réunion qui donnera naissance au Comité Populaire. Pour cela, on décide d'écrire le projet d'un « n° 1 du journal du comité », qui en explique l'idée et qui serve de plate-forme de ralliement. Ce texte, élaboré collectivement par les marxistes-léninistes de l'UCFML et les camarades du premier noyau du Comité, puis remanié par l'assemblée du Comité, joue un grand rôle dans la région et il vaut la peine de s'y arrêter.

Le journal n° 1 s'articule autour de deux points : la crise du capitalisme et la nature réactionnaire des syndicats, qu'il développe à partir de l'expérience des luttes de classe dans la région. Il explique en quoi le Comité Populaire est une réalité nouvelle, véritable réponse au tandem CGT-PCF :

— Contre le localisme, le chauvinisme d'usine, le Comité est le quartier général du peuple.

— « Emparons-nous de la politique » : discutons de toutes les questions qui concernenet la construction de la force du peuple, pratiquons l'étude du marxisme-léninisme.

Le texte explique aussi le sens de la présence dans le comité des maoïstes organisés de l'UCFML.

Enfin le Comité définit ses cibles immédiates :

1) Lutter contre tous les ennemis du peuple : mouchards, amicales et gérants fascistes, etc.

2) Soutenir et centraliser la révolte populaire contre la politique du logement de la bourgeoisie, contre la hausse des prix, l'encasernement, etc...

3) Soutenir et centraliser la révolte anti-capitaliste dans les usines, contre les cadences, la hiérarchie, le système de l'interim et des contrats.

4) Faire de la propagande pour

expliquer ce qu'est le capitalisme, la crise, le révisionnisme.

Sur ce projet de texte, se réunissent en novembre une dizaine de camarades ouvriers, représentant 6 nationalités : réunion enthousiasmante où chacun a la nette conscience d'être au point de départ d'une grande force nouvelle. Que le comité populaire soit la réponse adoptée à l'état des choses dans la région ne fait de doute pour aucun camarade et chacun suppute la vitesse à laquelle le comité va s'agrandir.

La discussion modifie le projet de texte sur deux points :

— sur le syndicat : la partie du texte faisant le bilan des méfaits des révisionnistes dans les usines et les quartiers de la région doublera de longueur. Les camarades cherchent à cerner — au-delà de l'aspect « trahison syndicale » — l'aspect embrigadement social-fasciste.

— Sur la crise du capitalisme, il importe de bien savoir l'expliquer. L'étude des mécanismes du capitalisme et de la crise sera donc le premier chapitre de l'école du Comité.

Le comité adopte un fonctionnement régulier :

— Tous les 15 jours, école du Comité, pour étudier les principes de base du marxisme-léninisme. Programme : l'exploitation capitaliste, la lutte des classes, socialisme et communisme, révisionnisme moderne.

— Tous les mois, assemblée, qui centralise le travail du Comité, discute tous les problèmes politiques, définit les orientations.

Trois pratiques

Depuis l'assemblée de novembre, 4 mois se sont écoulés, ponctués par autant d'assemblées du Comité Populaire. Il est trop tôt encore pour faire un bilan. Le Comité s'est agrandi, mais sur bien des points, on en est encore au tout début : ainsi, par exemple, le Comité ne rassemble-t-il encore que des ouvriers. On peut cependant suivre le développement de cette réalité nouvelle à ses débuts : le Comité populaire de X, à travers les interventions qu'il a prises en charge et les débats auxquels elles ont donné lieu. Prenons trois exemples :

1) **l'affaire de la cantine à l'usine C :** la CGT, qui gère la cantine, décide un jour « pour couvrir un déficit », d'augmenter les tarifs pour les ouvriers intérimaires seulement (ils ne sont pas de la maison, voyez-vous !). Sur une affaire de ce genre, on peut toucher du doigt ce qui tient les ouvriers à distance du syndicat : la conscience de classe, tout simplement. Pour le Comité, la mesure prise par la CGT est révoltante en ce qu'elle renforce un dispositif de division capitaliste de la classe ouvrière (l'intérim) : la nature non prolétarienne, bourgeoise du syndicat devient une évidence. Le Comité réplique par un tract où il avance le mot d'ordre « A bas le système de l'intérim. Embauche immédiate des intérimaires ». Armés de ce tract, des intérimaires de l'usine iront chauffer un peu les oreilles des bonzes de la CGT. La CGT rapportera la mesure !... qu'elle transformera par la suite en augmentation des tarifs pour tout le monde. Ce sera l'occasion au Comité, d'un second tract abordant la question : « contre les prix qui montent, la position prolétarienne, c'est d'imposer un prix que nous fixons nous-même ».

2) **la lutte contre les cadences à l'usine B :** contrairement à C, B est une petite usine qui compte pour rien dans les plans révisionnistes. Le syndicat, c'est 2 ou 3 délégués vendus au patron et un permanent qui rapplique les jours de grève pour faire le piquet contre les maoïstes. Dans ces conditions, le Comité Populaire a terrain libre pour jouer son rôle d'organisation de la résistance de masse à la « restructuration » capitaliste : explications inlassables sur les cadences, la tactique du patron, la nécessité de construire l'unité pas à pas dans chaque atelier... Le travail du Comité s'avèrera d'une grande efficacité. Certaines équipes réussissent à baisser la cadence dans de grandes proportions ; les tentatives de répression patronale seront brisées dans l'œuf par la riposte ouvrière. On voit bien ce que le Comité apporte dans le cas de l'usine B, un arrière politique, qui permet aux ouvriers d'avant-garde d'une petite usine de prendre en main leurs tâches d'organisation et de propagandistes.

3) **le soutien au peuple Sahraoui :** l'agression des armées de Hassan II contre le peuple du Sahara occidental confronte le Comité a une tâche politique qui lui paraît d'abord difficile. Non que la cause soit obscure, comme voudraient le faire croire certains : les camarades, quelle que soit leur nationalité, reconnaissent leur ami — le peuple qui se bat — et leurs ennemis : les bourgeoisies compradores. Mais il faut s'attaquer de front à un ennemi qu'on pense redoutable dans la région : la droite marocaine, structurée par l'Amicale para-policière et soutenue en la circonstance par les prétendues forces « de gauche » marocaines (l'A.M.F.). Il est donc décidé d'enquêter d'abord sur le point de vue des masses : chaque camarade mènera l'enquête autour de lui, à l'usine, dans son quartier. Cette enquête révèle l'existence d'un important courant de gauche sur la question du Sahara, aussi bien chez les Marocains que chez les Algériens. Le Comité décide alors de soutenir ce courant en organisant des collectes de soutien au peuple sahraoui, à la porte des usines et sur les marchés.

Qu'est-ce qu'un C.P.A.C. ?

Le Comité Populaire s'affirme donc progressivement comme un acteur significatif sur le terrain de la lutte de classe et de la politique régionale. Pourtant, dans cette période, ce sont sans doute les débats idéologiques internes qui engagent le plus l'avenir. D'où l'importance capitale, dans la pratique, de l'école du Comité, qui fait salle comble, séance après séance. D'où le rôle également déterminant des ouvriers du Noyau Communiste de la région, comme points d'appui dans les débats du Comité !

Le Comité Populaire est une chose nouvelle : tous sont unis sur l'idée qu'il doit représenter l'alternative positive au syndicalisme. Mais on ne connait pas encore les formes pratiques de cette idée ; on n'en a pas encore pris la mesure. A propos du contenu des premières interventions du C.P.A.C., et plus encore à propos de la tenue des réunions (nécessité pour chacun de développer son point de vue jusqu'au bout, de mener la discussion jusqu'à ce qu'on s'unifie sur une idée), la discussion s'approfondit. L'enjeu du débat : ou bien une forme nouvelle de syndicalisme « de gauche » ; ou bien la construction d'un quartier général de la politique révolutionnaire du peuple, à l'époque de la révolution prolétarienne et du marxisme-léninisme-maoïsme.

La question est posée, par exemple, à propos de l'usine C : cette grosse usine ne pourrait-elle pas compter sur ses propres forces et tenir des réunions séparées pour traiter des problèmes qui lui sont particuliers ? Saisis du problème, le Noyau Communiste et le Comité Populaire estiment que, sous couvert d'efficacité, une telle mesure signifierait, dans la période actuelle, s'attaquer à la nature même du projet politique du Comité : cela évincerait la question de déterminer pas à pas la juste position prolétarienne sur chaque problème, cela détruirait la fonction de l'assemblée du Comité, instance à la fois délibérante et agissante. De la même manière, le Comité se montrera uni contre certaines conceptions anarcho-syndicalistes en vérité qui se font jour à propos de la direction du mouvement de grève des foyers Sonacotra. Il s'agit de l'idée : « Nous, immigrés, nous luttons, nous voulons l'égalité des droits. Nous nous occupons **de la lutte,** et on cherche parmi les organisations françaises quelle est la meilleure, c'est-à-dire celle qui définit vraiment l'égalité des droits politiques entre tous les ouvriers ».

Cette idée est critiquée dans l'assemblée du C.P.A.C. Chacun intervient pour préciser l'idée fondamentale : les ouvriers et le peuple ne sont pas des instruments ni des arbitres dans les querelles de la bourgeoisie. Ils doivent forger leur propre politique. Les ouvriers immigrés font partie de la classe ouvrière. Nous disons : Français-immigrés, mêmes droits politiques. Vouloir cela, c'est d'abord décider de **faire soi-même de la politique.** C'est être parmi ceux qui pensent et qui font pas à pas la politique du prolétariat et du peuple. C'est faire de la politique, et diriger le combat sur les droits lui-même.

Le C.P.A.C. à l'épreuve des tempêtes grandissantes

Ainsi commence la construction du C.P.A.C. de la région X : ni comité de lutte, ni syndicat rouge, mais organisation de type nouveau, lieu où se définit et se pratique la politique révolutionnaire des ouvriers et du peuple, contre le capitalisme et le révisionnisme.

Pendant ces premiers mois, il travaille surtout sur lui-même.

Qu'il joue aujourd'hui son rôle dans les grandes luttes de masse, qu'il se fasse véritablement l'instrument politique des masses, que les masses révoltés s'en emparent et le transforment ; il permettra alors de changer la révolte. Il permettra d'organiser la victoire immédiate en terrain conquis par le peuple, et la poursuite des ennemis (capitalistes, révisionnistes). Il sera ce dont nous avons besoin.

Le Marxisme-Léninisme est vivant !

COLLECTION « YENAN »

Editée par F. Maspéro

SERIE SYNTHESE

Catherine Quininal :
La politique extérieure de la Chine

Alain Badiou :
Théorie de la contradiction

Alain Badiou et François Balmès :
Révolte, Idéologie, Théorie

CAHIERS YENAN :

N° 1 : Marxisme-léninisme et psychanalyse

N° 2 : Marxisme-léninisme et révisionnisme face à la crise économique

SERIE PROPOSITIONS ET DOCUMENTS :

Le Portugal de près : présentation du MRPP.
UCFML : Le livre des paysans pauvres.

EDITIONS POTEMKINE

2 place Notre-Dame-du-Mont

13006 Marseille

A. Badiou :

Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme

N. Michel :

Contre Macciocchi : contribution à la critique d'une nouvelle branche de la science : la raciologie politique.

UCFML :

Angola : de la lutte de libération nationale à la guerre civile contre-révolutionnaire

LE MARXISTE-LENINISTE

Sommaire des derniers numéros :

N° 10 :

Edifier un Parti communiste de type nouveau
Histoire de la construction d'un noyau communiste ouvrier
L'unité des marxistes-léninistes
Marchais contre le prolétariat
Les économistes du PCF au service de la contre-révolution : la « théorie » du CME
Vive la lutte du peuple sahraoui

N° 9 :

Crise du capitalisme et plan de relance
Corse : lutte de libération nationale
La situation au Portugal
Le mouvement démocratique antifasciste

Chine, Cambodge : *la bourgeoisie se déchaîne contre la révolution*

Avril 75, le peuple khmer chasse l'impérialisme américain. Victoire enthousiasmante et d'importance mondiale parce qu'elle affirme une volonté d'indépendance totale contre les **deux** superpuissances. En Chine, depuis plusieurs mois, développements importants de la lutte de classe sur le bilan de la Révolution culturelle, là encore, événements d'importance mondiale parce qu'à la pointe des questions de la révolution prolétarienne et de l'édification du socialisme.

UNE CAMPAGNE HAINEUSE QUI CHERCHE A DESESPERER

Face à cela, fureur et déchaînement de l'ensemble de la presse bourgeoise et révisionniste. Les méthodes varient : cela va du délire hystérique à l'insinuation feutrée, mais tout tourne autour de quelques vieux thèmes : le socialisme c'est la pire des dictatures, les masses populaires y sont écrasées et manipulées. Il est amusant de voir que pour ces plumitifs qui ne s'embarassent d'aucune rigueur, un argument et son contraire exact doivent pouvoir servir à prouver la même chose. Ainsi, quand il n'y a pas de grande lutte politique, quand, à leurs yeux, il ne se passe rien : c'est la dictature la plus absolue, assortie d'un bourrage de crâne quotidien. Quand au contraire il y a mouvement de masse, luttes politiques : ce n'est que révolution de palais, instrumentations par des politiciens qui travaillent dans l'ombre des cités interdites. Dans les deux cas, le peuple ne fait pas l'histoire, il n'est qu'instrumenté, écrasé.
Le but de tout ceci est en effet de chercher à convaincre qu'il n'y a là-bas rien de nouveau sous le soleil, et que ce n'est pas la peine de prendre le risque du bouleversement d'une révolution pour arriver à la même chose sinon à pire. Au besoin, on n'hésitera pas à parsemer les récits d'allusions paillardes pour bien montrer que de ce côté-là aussi, c'est bien « comme chez nous ».

La bourgeoisie veut à tout prix donner l'image d'une histoire figée, anéantir la confiance et l'espoir dans la nouvelle voie qui se trace contre elle et dont elle a conscience que les événements qu'elle dénature ainsi sont des jalons, des avancées, qui la rapprochent de sa défaite. Sa fureur calomniatrice n'est en fin de compte qu'un viscéral réflexe défensif.

Quant à nous, qu'avons-nous à en dire ?

CAMBODGE : LA REVOLUTION N'EST PAS UN DINER DE GALA

D'abord, que la révolution n'est pas un dîner de gala. C'est le renversement **violent** d'une classe par une ou plusieurs autres. Cela ne se fait jamais à l'amiable, dans le consensus général. Ainsi du Cambodge. La bourgeoisie locale corrompue, qui n'a pas hésité à se vendre complètement aux Américains, à prolonger pour garder son pouvoir jusqu'au bout une guerre meurtrière, a été vaincue. La première tâche du nouveau pouvoir populaire, c'est de se consolider, et pour cela d'éliminer cette bourgeoisie **en tant que classe,** et de reconstruire le pays.

Que cette élimination inclue l'exécution des responsables et des agents principaux, avec les Américains, d'une guerre antipopulaire qui a fait au moins un million de morts, ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Que cela passe, pour le reste, par l'expropriation de la bourgeoisie et de ses parasites, comme les bonzes, et par l'application à ses membres du principe socialiste « Qui ne travaille pas ne mange pas », ce qui est effectivement une façon de les « forcer » à travailler ; voilà qui est par contre extrêmement réjouissant.

Il est cependant clair pour nous que, comme le disent les Chinois, les révolutionnaires doivent guérir la maladie pour sauver l'homme.

Autrement dit, l'élimination physique n'est pas une solution à appliquer au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour punir les crimes contre le peuple et neutraliser l'ennemi. Pour le reste, il faut chercher à transformer. Il est cependant naturel que pendant les premiers temps, l'aspect répression des contre-révolutionnaires prenne le pas sur l'aspect éducation.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici qu'il en a été de même en Chine entre 1949 et 1952 au moins, et que pendant ce temps la Chine s'est fermée à l'extérieur.

Autre point controversé : l'évacuation de Phnom-penh. Cette mesure, dont même les journalistes bourgeois s'accordent à dire qu'elle a été bien préparée et exécutée était tactiquement nécessaire. Dans Phnom-penh, même avec le ravitaillement américain des centaines de personnes mouraient de faim chaque jour. Phnom-penh devait travailler pour se nourrir, car la campagne dévastée par les bombardements américains ne pouvait le faire.

Mais cette mesure tactique s'inscrit aussi dans une perspective stratégique : la transformation socialiste inclut la réduction de la différence ville-campagne : une ville de plus d'un million d'habitants dans un pays de huit est une monstruosité issue de l'impérialisme. Il faut tendre à répartir les activités dans les campagnes. Tant pis pour les amateurs des rues chaudes et de la pourriture urbaine impérialiste !

LA LUTTE DES CLASSES EST L'AXE QUI ENTRAINE TOUT LE RESTE

Quant à la Chine, nous n'en dirons pas grand-chose, sinon que se confirme, s'il en était besoin, ce que les Chinois eux-mêmes ont affirmé et ce qui constitue un de leurs apports fondamentaux au marxisme-léninisme, à savoir que la lutte de classe continue sous dictature du prolétariat, qu'elle reste dans cette période historique, le moteur de l'histoire, « l'axe qui entraîne tout le reste », et qu'elle connaît nécessairement des phases violentes.

La frénésie calomniatrice de la bourgeoisie classique et révisionniste, a un contenu de classe parfaitement clair : la description qu'elle donne de l'histoire ne vise qu'à défendre un pouvoir sévèrement attaqué ou à régler des comptes avec les cliques bourgeoisies adverses. C'est ainsi que la bourgeoisie classique cherche par ses attaques non seulement à dénaturer l'idée et l'espoir du socialisme, mais aussi, par un amalgame monstrueux entre la Chine et l'URSS à affaiblir leurs adversaires bourgeois directs : les sociaux-fascistes. Eux sont assis entre deux chaises : ils ne peuvent attaquer de la même manière la Chine en raison de la sympathie populaire qu'elle suscite, aussi en sont-ils réduits à la fable de l'usurpation du pouvoir par la « clique maoïste » et à concentrer leurs calomnies sur la politique extérieure de ce pays, là précisément où le bat blesse le plus, car cette politique dénonce le social-impérialisme. Leur fureur est à la mesure de leur déception chaque fois que la perspective d'une restauration du capitalisme en Chine, toujours possible et ardemment souhaitée par eux, semble s'éloigner.

La Chine, pays où la politique révolutionnaire est à tout moment l'affaire des masses.

Le M.L., B.P. 278, 75827 Paris Cedex 17.
Directeur Pub. : P. GONIN.
Dépôt légal : 2/76.
Imp. S.I.M., 75011 Paris.
Diffusion : N.M.P.P.
Commission Paritaire : N° 56.220.
Pour abonnement :
C.C.P. 34581612 La Source.

Mais, en dehors de ces réactionnaires aux intentions parfaitement transparentes, il se peut que certains amis sincères de la Chine, certains anti-impérialistes convaincus, soient troublés par les événements récents et la campagne bourgeoise qu'ils suscitent. Que ceci soit l'occasion de lutter contre une conception idéaliste de la révolution qui a pu prévaloir un certain temps : tout ce que nous admirons de la Chine ne s'est pas obtenu dans le consensus le plus général et dans un unanimisme démocratique abstrait. La Révolution culturele témoigne au contraire que c'est le fruit de luttes acharnées. Seule une lutte de classe intense a permis les transformations de la Chine après 1949, et seule elle pourra les approfondir. Or toute lutte de classe passe nécessairement par des phases aigues, voire violentes, confuses, où les masses, où le parti se divisent, où à la droite répond non seulement la gauche mais l'ultra-gauche, où des compromis sont tactiquement nécessaires, où la victoire finale n'est jamais définitivement acquise. Mais celui qui a fondamentalement confiance dans les mases, les troubles ne doivent pas l'inquiéter, les troubles sont au contraire une excellente chose.

Quant à nous, marxistes-léninistes maoistes, notre position est claire : Ce n'est pas à nous de décerner des certificats d'authenticité marxiste-léniniste à tel ou tel dirigeant et d'applaudir des deux mains à des nominations. C'est encore moins à nous de donner des leçons. Nous ne prétendons pas non plus, contrairement à ces savants chroniqueurs bourgeois, comprendre instantanément les enjeux et les forces en présence dans ces luttes ; nous savons que c'est aux peuples chinois et khmer et à leurs partis qu'il appartiendra, le temps venu, d'en faire le bilan.

Notre position fondamentale est la suivante : Nous avons confiance dans le peuple khmer et ses dirigeants parce qu'ils ont montré qu'ils étaient capables de se libérer seuls et qu'ils n'ont pas chassé le tigre américain par-devant pour laisser rentrer le loup russe par derrière. Nous avons confiance dans le prolétariat, le peuple et le parti communiste chinois, parce qu'ils ont, dans leur longue pratique, considérablement enrichi le marxisme-léninisme, et servi par-là la révolution mondiale.

En bref, nous avons confiance en eux parce qu'aux étapes décisives de leur histoire, ils ont fait leurs preuves. Pour l'avenir, muni des enseignements qu'eux-mêmes nous ont fourni. nous suivons avec la plus grande attention les grands mouvements des combats qui se mènent aujourd'hui, afin d'en recueillir les leçons, sans aucun doute extrêmement précieuses, qui en seront tirées, au plus grand profit de tous les peuples du monde.

1er MAI

● Vive les révoltes de masse contre le capitalisme en crise !
● Egalité totale des droits entre ouvriers français et ouvriers immigrés !
● A bas le révisionnisme et le syndicalisme ! Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !

Rassemblement et manifestation autonomes des ouvriers révoltés, des paysans pauvres, des étudiants, avec les maoïstes !